



FAITS MARQUANTS DU FPHN-2 JEUDI, 3 JUILLET 2014

Le quatrième jour du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a accueilli dans la matinée un dialogue interrégional modéré sur le déverrouillage et la reformulation du développement et l'amélioration de la mise en œuvre: le contexte régional. Ceci a été suivi d'un dialogue modéré sur le modèle du Forum post-2015 dans l'après-midi. La première semaine de la réunion s'est achevée par une session de bilan concernant les messages destinés au Segment ministériel, qui aura lieu au cours de la deuxième semaine.

DIALOGUE INTERREGIONAL MODERE: « DEVERROUILLER ET REFORMULER LE DEVELOPPEMENT ET AMELIORER DE LA MISE EN ŒUVRE: LE CONTEXTE REGIONAL »

L'Ambassadeur Oh Joon (République de Corée), Vice-Président de l'ECOSOC, a présenté les intervenants et souligné l'importance d'acquiescer des perspectives régionales dans la formulation d'un programme de développement durable ascendant et inclusif.

La Modératrice Amina Mohammed, Conseillère spéciale auprès du Secrétaire général des Nations Unies sur la planification du développement post-2015, a invité les intervenants à partager les priorités clés issues des consultations régionales.

Alicia Bárcena, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et actuelle Coordinatrice des commissions régionales, a épinglé l'éradication de l'extrême pauvreté et la lutte contre les inégalités en tant que priorités clés. Elle a également souligné l'importance de la gouvernance des ressources naturelles dans la production de ressources pour l'éducation et la santé.

Rima Khalaf, de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, a mis en exergue: parvenir à une justice sociale en réduisant la pauvreté, les inégalités et le chômage; et la paix et la sécurité, y compris de mettre fin aux occupations étrangères et réduire la souffrance humaine liées aux conflits. Elle a appelé à un système universel de protection sociale.

Shamshad Akhtar, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a souligné le besoin d'assurer une croissance économique plus forte, durable, inclusive et résiliente, et de promouvoir l'efficacité des ressources assortie d'une gestion efficace des ressources naturelles.

Carlos Lopes, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Afrique a souligné que la valeur ajoutée est une priorité clé pour permettre à l'Afrique de conduire une transformation structurelle.

Andrey Vasilyev, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a identifié comme priorités régionales clés: la réduction des inégalités, notamment au sein des pays; le traitement des disparités de genre dans le marché du travail; et la conception d'un programme de développement durable universel avec des engagements pour tous les pays.

Les intervenants ont ensuite décrit les politiques régionales visant à traiter les priorités clés. Lopes a souligné que l'Afrique doit: transformer la productivité agricole pour résoudre le

problème de la pauvreté; transformer l'industrie des services pour consolider les bienfaits de l'urbanisation et la grandissante classe moyenne; et devenir un fournisseur de solutions dans le cadre du changement climatique.

Akhtar a favorisé une réforme structurelle et une diversification économique; l'adoption de mesures spécifiques aux secteurs de la demande et de l'offre en faveur d'une croissance régionale équilibrée; élargir la protection sociale; intégrer le développement durable dans les pratiques du secteur privé; et renforcer la science, la politique et l'innovation dans la région.

Khalaf a identifié quatre domaines prioritaires pour la région: le traitement des inégalités verticales et horizontales; l'amélioration de la protection sociale; la restructuration économique en faveur d'une plus grande valeur ajoutée; et l'intégration régionale.

Bárcena a appelé à un changement de paradigme dans les modèles de consommation, pour les éloigner des politiques purement marchandes. Elle a également plaidé pour: un pacte fiscal pour amorcer la redistribution des ressources; un pacte d'investissement pour accroître la valeur ajoutée tout au long de la chaîne d'approvisionnement; un pacte sur les ressources naturelles centré sur les écosystèmes et les zones de biodiversité agricole qu'il est impératif de protéger; et un pacte des villes durables.

Vasilyev a énuméré les principaux secteurs concernés par l'intégration du développement durable, à savoir les villes durables, les transports, les forêts, l'eau et l'énergie durable. Il a instamment plaidé pour une coopération intersectorielle ainsi que pour des politiques infrarégionales pour parvenir à cette intégration.

Shahira Wahbi, de la Ligue des pays arabes, a attiré l'attention sur les priorités communes entre régions, notamment la paix et la sécurité, l'intégration régionale, le transfert de technologies, la création d'emplois, et les systèmes de protection sociale. Elle a souligné le principe de responsabilités communes mais différenciées.

La ZAMBIE a souligné la pauvreté en tant que problème commun, en signalant que la faim, le chômage et la dégradation des terres contribuent à la pauvreté. Le délégué a recommandé l'élaboration d'un système solide de suivi et d'évaluation au sein du programme de développement post-2015. Notant que les projets d'industrialisation ont soit échoué soit créé des « éléphants blancs » en Afrique, le BENIN a instamment demandé l'examen de la façon de faire les choses différemment à l'avenir.

CUBA a souligné le besoin de se pencher sur la façon dont une réduction de l'Aide publique au développement (APD) en direction des Pays à revenu intermédiaire (PRI) affectera la réalisation des priorités de développement. La REPUBLIQUE DE COREE a estimé que le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme post-2015 sont essentiels.

La TANZANIE a indiqué que les priorités pour l'Afrique incluent la génération de revenus, le développement du secteur privé et la gouvernance. La FEDERATION DE RUSSIE a souligné le rôle central des commissions économiques régionales, et exprimé des inquiétudes concernant les tentatives de réduire le statut de la CEE et d'affaiblir ses liens avec l'ECOSOC.

Mohammed a ensuite appelé les intervenants à aborder les moyens de mise en œuvre (MMO), y compris les sources potentielles de financement.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNU), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente au FPHN-2 peut être contactée par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>



<http://enb.iisd.mobi/>

Barcena a identifié les taxes mondiales sur les flux financiers spéculatifs, les échanges de dettes, un mécanisme régional de sécurité financière et une institution de gouvernance financière mondiale, comme éléments clés des MMO. Khalaf a souligné la mobilisation des ressources domestiques en : élargissant la base fiscale; favorisant l'envoi de devises par les diasporas; mettant en place des fonds souverains arabes assortis d'une amélioration des lois régissant l'investissement dans la région; et en jugulant les flots financiers illicites.

Lopes a attiré l'attention sur: les flots financiers illicites en Afrique générés par la fixation des prix; les droits de propriété intellectuelle; et la reconnaissance des possibles défis sectoriels dans les pays africains.

Notant que la région Asie-Pacifique nécessite environ 2,4 billions USD pour combler ses lacunes d'infrastructure et 750 millions USD pour traiter les catastrophes naturelles, Akhtar a proposé plusieurs sources, notamment les taxes.

Vasilyev a souligné le potentiel des partenariats public-privé bien gérés. Il a mis en exergue la mise en place de standards pour les produits agricoles, de façon à permettre une entrée plus facile sur les marchés européens, ainsi que le potentiel de la coopération entre communautés économiques régionales, comme canaux pour les MMO.

Daniel Tygel, du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire, a mis en avant une approche fondée sur les droits humains. Le COSTA RICA a souligné le besoin de mesurer les différentes dimensions de la pauvreté et de se centrer sur les besoins des PRI. La COLOMBIE a appelé à des unités de mesure dépassant le PID, à la mesure des capacités des PRI et au traitement des lacunes structurelles.

Exprimant son insatisfaction vis-à-vis du processus de développement et de la croissance économique inégale entre pays et groupes sociaux, le GUATEMALA a appelé à accorder plus d'importance aux Etats qu'aux marchés.

Le RWANDA a estimé que les MMO doivent être générés localement pour une croissance durable, inclusive et axée sur les hommes. Le BENIN a indiqué que 50% de l'APD devrait être destinée aux Pays les moins avancés.

Concernant le suivi et la responsabilisation dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, Lopes a souligné: les efforts visant à améliorer les systèmes de données; la collecte de données via la technologie mobile; la construction de réseaux et de capacités; et la production de profils de pays.

Barcena a mis en avant les mécanismes de responsabilisation aux niveaux mondial et national. Akhtar a noté que la tenue des engagements en faveur du développement durable dépend de la cohérence et de la consistance du programme. Vasilyev a noté que, si la production de données désagrégées est coûteuse, elle constitue nonobstant un complément utile aux moyennes nationales. Osma Mahomed, de la Commission du développement durable de l'Île Maurice, a appelé à un cadre de responsabilisation fondé sur les droits de l'homme, avec des cibles limitées dans le temps et des plans nationaux de soutien.

DIALOGUE MODERE: « MODELER DU FORUM POST-2015 »

Ce dialogue a été présidé par Martin Sajdik, Président de l'ECOSOC, et modéré par Amina Mohammed.

Paul Gulleik Larsen, Coordinateur du processus post-2015, Norvège, a souligné que le programme du Forum devrait être guidé par les ODD, et identifier les lacunes et défis de leur mise en œuvre. Il a estimé que les objectifs et cibles pour l'après-2015 doivent, entre autres: être réalistes, communicables et aptes à mobiliser des soutiens financiers; et aborder le changement climatique, les inégalités et l'emploi.

Elizabeth Thompson, ancienne Coordinatrice exécutive de la Conférence de Rio+20, a proposé que le FPHN assume certaines fonctions de think-tank, pour générer de l'information sur les questions pertinentes devant être abordées dans le cadre d'un dialogue authentique dans un lieu ouvert. Elle a également appelé à la mise en place d'un système pour traduire les engagements internationaux du développement durable en politiques nationales.

János Pásztor, de WWF International, a noté que le Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la durabilité mondiale a préparé un paquet intégré pour guider les travaux du Forum, comprenant, entre autres: une base scientifique; l'intégration des institutions financières internationales et régionales; et le lancement d'un débat approfondi sur les questions complexes interconnectées.

Leena Srivastava, de Energy and Resources Institute, a suggéré que le FPHN délègue l'examen des objectifs spécifiques aux entités de l'ONU qui sont spécialisées sur le sujet. Shantal Munro, Coordinatrice exécutive du Centre caribéen pour le développement des politiques, a mis en avant, entre autres: d'assurer une cohérence entre ministères au niveau national; de

gérer les attentes, plutôt que d'aborder toutes les questions; et de fournir des ressources pour la participation de la société civile et le renforcement des capacités.

Michael O'Neill, Programme des Nations Unies pour le développement, a noté le potentiel du FPHN à rassembler les parties prenantes pertinentes pour un dialogue interdisciplinaire, et a encouragé les coopérations Sud-Sud et triangulaires pour partager les meilleures pratiques.

Le Grand groupe ENFANCE ET JEUNESSE a appelé à une participation active des parties prenantes à l'établissement du programme; à soutenir un secrétariat et un bureau dédié pour le FPHN; et pour l'adoption par le FPHN de déclarations ministérielles indépendamment de l'ECOSOC. Le Grand groupe des ONG a exprimé son inquiétude face à l'intégration du programme du FPHN dans celui de l'ECOSOC, en déclarant que ceci pourrait mettre en question la participation des ministres de l'environnement.

La ZAMBIE a appelé à un inventaire des processus nationaux et à une collecte de données coordonnée et efficace. Les PHILIPPINES ont identifié les barrières qui se posent au FPHN, notamment: l'engagement politique à long-terme; le manque de cadres de dépense pour soutenir la programmation; et la qualité des données. L'ETHIOPIE a souligné l'importance de l'engagement des parties prenantes au niveau national.

La SUISSE a recommandé que le Forum soit suffisamment souple pour aborder les questions émergentes. L'ALLEMAGNE a souligné que le Forum aura besoin d'un système solide de vérification et de responsabilisation, ainsi que d'un programme pertinent de point de vue politique.

En réponse aux commentaires, Thompson a indiqué que le Forum devrait être un organe novateur chargé d'aborder la mise en œuvre. Larsen a souligné la mobilisation de ressources nationales comme principale source de financement pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable. Pásztor a souligné l'intégration, la participation, la responsabilisation et la coordination comme éléments importants du FPHN.

Mohammed a résumé les points clés du dialogue, en notant des appels, entre autres: au renforcement de l'interface science-politique; à se focaliser sur les résultats; à rassembler les secteurs; et à ne pas surcharger les Etats avec des niveaux multiples de complexité. Elle a attiré l'attention sur le défi d'assurer la responsabilisation au sein d'un cadre volontaire.

SESSION DE BILAN: MESSAGES DESTINES AU SEGMENT MINISTERIEL

Le Président Sajdik a dressé le bilan des réunions de la semaine, en disant que le programme post-2015 devrait être intégré, transformateur, inclusif et centré sur les personnes. Concernant le renforcement de l'interface science-politique, il a noté que les participants ont soutenu: l'élaboration de politiques fondées sur l'expérience; l'expansion des capacités pour les générations futures; et les approches multipartites, multisectorielles et multi-niveaux. Il a suggéré que le Rapport mondial sur le développement durable représente une opportunité pour renforcer l'interface science-politique.

Concernant les pays en situations particulières, y compris les petits Etats insulaires en développement, Sajdik a souligné, entre autres: les plans nationaux de développement durable; les indices de vulnérabilité; la modification des relations donateur-bénéficiaire, y compris la coordination Sud-Sud et régionale; et les conditions pour bâtir la résilience.

Concernant les moyens de mise en œuvre, il a énuméré la création d'un environnement propice, notamment à travers la bonne gouvernance, pour attirer des financements pour les ODD. Il a évoqué les appels pour que le FPHN assume une fonction de vérification.

Il a conclu en informant les participants que ces messages seront présentés au Segment de haut niveau de l'ECOSOC lors que le FPHN-2 reprendra ses réunions le lundi 7 juillet 2014.

DANS LES COULOIRS

Alors que s'achevait la première semaine du FPHN-2, les parties prenantes n'étaient pas convaincues que le Forum soit en train de joindre le geste à la parole. Tout au long de la semaine, plusieurs délégations ont réitéré le besoin d'approches inclusives et centrées sur les personnes, assorties de mécanismes robustes de suivi et de responsabilisation. Cependant, le fait de réduire l'interaction du Forum avec les parties prenantes à une réunion d'une matinée avec le Président a été perçu comme un pas en arrière par rapport aux pratiques plus progressistes de la Commission du développement durable, qui leur consacrait deux journées entières de dialogue. Plusieurs participants ont également exprimé leur inquiétude face à la « faible intégrité institutionnelle » du FPHN, en suggérant que l'absence d'un Bureau ou d'un Secrétariat désigné pourrait compromettre son efficacité future.